Crise sécuritaire et mécanismes de résilience : les quotidiennetés de survie des femmes déplacées internes à Ouagadougou

Moubassiré SIGUE, Enseignant-Chercheur, socio-anthropologue
Centre Universitaire de Manga/Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)
BP 376 Koudougou, moubassire.sigue@yahoo.fr, téléphone : +226 78 29 99 31

BACYE Yisso Fidèle, docteur en sociologie, laboratoire genre et développement, Université Joseph Ki-Zerbo, fideleyisso@gmail.com, téléphone : +226 70 09 91 23

1.Contexte et problématique

Les crises sociales sont une réalité inhérente à toute vie en collectivité où les membres partagent des normes et des valeurs fondatrices de l'ordre social. Selon Llored (2018, p.515) « *le caractère stratifié de toute société et les inégalités diverses qui germent en leur sein sont sources de tensions et de conflits entre les individus et les groupes* ». Le Burkina Faso connaît actuellement l'une des crises les plus préoccupantes au monde, à laquelle vient s'ajouter la pandémie du COVID-19. Une étude réalisée par Oxfam International révèle que le pays comptait en avril 2020, plus de 848 000 personnes déplacées internes (PDI), dont 84 % de femmes et d'enfants (OXFAM, 2020). Aussi, les femmes se retrouvent au cœur de cette crise et des tensions qui traversent la société burkinabé. Une croissance rapide de cet effectif de déplacés est observable dans le temps. En effet, le conseil national de secours d'urgence fait ressortir que le Burkina Faso enregistre à la date du 08 août 2020, un effectif de 1 013 234 personnes déplacées internes (PDI) (CONASUR, 2020). Cet effectif est porté en février 2021 à 1 121 960 personnes déplacées dont 53% de femmes (CONASUR, 2021). Les zones de provenance sont principalement les régions du Sahel, de l'Est, du centre nord et du nord. L'ampleur des interventions des groupes armés non étatiques¹ de plus en plus récurrentes et meurtrières imposant ces mouvements de population a ainsi conduit le pouvoir public à décréter l'état d'urgence en décembre 2018 dans sept régions, sur les treize que compte le pays (Le Monde, 2019). Les conséquences des attaques perpétrées par les groupes armés sont nombreuses : déplacement forcé des populations civiles toutes catégories socioprofessionnelles confondues, avec des conditions de vie extrêmement précaires à destination, fermeture d'écoles, de centres de santé, de mairies, etc. Dans la même trajectoire d'analyse, Cernea (2003, p.43) estime que « *les déplacements forcés sont, sur les plans économique et culturel, l'équivalent d'un tremblement de terre majeur qui anéantit les systèmes de production et le réseau des relations sociales, affaiblit les identités et jette les sinistrés dans la spirale descendante de l'appauvrissement* ». Les populations affectées par les crises et en situation de déplacement sont exposées à des risques multiformes se rapportant entre autres à la perte de leur terre, de leur logement, de l'emploi, la marginalisation, l'insécurité alimentaire et la perte de l'accès aux ressources collectives (Cernea, 1998, 1999). Aussi, s'indigne Downing (1996) cité par (Tengueri, 2019, p.41) « *outre ces impacts directs qui sont susceptibles d'affecter la communauté déplacée, elles risquent également de perdre leurs patrimoines culturels et symboliques* ». Dans le cas des migrations forcées, on attend tout du gouvernement. Lesdites migrations mettent ainsi les déplacés en situation de dépendance radicale dans la mesure où ils n'ont qu'une liberté de choix minimale. D'ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR, 2019) estime que les personnes déplacées internes sont sujettes à des changements de conditions de vie qui deviennent plus difficiles. De ce point de vue et dans

¹ La terminologie de "groupes armés non étatiques" « distingue d'une part les groupes identifiés comme « djihadistes » (présentés par certains acteurs comme « groupes terroristes »), et d'autre part des groupes communautaires identifiés comme « milices » d'autodéfense, ainsi qu'une troisième catégorie de groupes armés non identifiés, parfois aussi qualifiés de groupes criminels » (Coalition citoyenne pour le sahel, 2021, p.7).

certaines circonstances, ces personnes « *sont assistées sur le plan matériel et moral par les acteurs humanitaires, les autorités gouvernementales ou encore les communautés d'accueil* (UNHCR, 2019, p.13). Analysant les conditions de vie de déplacés internes en contexte de conflit, Rodier (2007) trouve que ces derniers sont animés par des tergiversations entre espoir de retour et perspective d'intégration à l'accueil par l'exercice d'activités socioéconomiques résilientes. S'il en est ainsi, un tour d'horizon sur l'outillage conceptuel centré sur la question des personnes déplacées internes (PDI) présente une littérature limitée.

Ce texte part du postulat selon lequel les femmes déplacées internes s'inscrivent dans une perspective de louvoiement entre prospection d'activités de subsistance pour s'intégrer dans le milieu et espoir d'un retour précipité dans leur zone de départ. Rodier (2007) estime justement que la situation des déplacés internes « *pourrait être qualifiée de durablement ancrée dans le précaire, puisqu'il ne semble y avoir dans leur cas ni espoir raisonnable de retour, ni perspective, à court terme (...), d'intégration là où ils sont installés* » (Rodier, 2007, p.44). Il s'agit donc de diagnostiquer les implications de cette dissonance cognitive à laquelle sont confrontées les femmes déplacées internes sur le site de Pazani. S'il en est ainsi, la préoccupation principale de notre recherche est formulée autour des interrogations suivantes : quels sont les mécanismes de résilience développés par les femmes en contexte de migration forcée ? Quelles sont les activités économiques développées afin de s'assurer et d'assurer leur survie dans la ville de Ouagadougou ? Comment l'insertion sociale des déplacées dans la ville de Ouagadougou se présente-t-elle ? Tels sont les axes essentiels de la problématique prise en charge dans cet article. Notre approche vise à appréhender les stratégies de résilience des femmes déplacées internes afin d'assurer leur survie. L'objectif dans ce travail est double. D'une part, nous cherchons à identifier les mécanismes de mobilisation ou d'accessibilité aux ressources matérielles (travail, argent, aliments, etc.) et symboliques (solidarité, actions caritatives, etc.) développés par les déplacées internes afin d'assurer leur impératif existentiel. D'autre part, nous essayons de mettre en lumière la question de l'insertion sociale des Personnes Déplacées Internes au sein de la communauté hôte ainsi que des considérations suggestives qui pourraient comporter des implications en termes de politiques humanitaires.

2.Méthodologie

Dans la ville de Ouagadougou, nous avons choisi Pazani, un des sites de concentration des personnes déplacées internes (PDI) pour analyser la dynamique sociale qui prévaut chez ces dernières. Pazani est un quartier périphérique situé au nord de la ville de Ouagadougou dans l'arrondissement n°9, secteur 38 (Kindo, 2019). C'est un quartier dit irrégulier pour la grande partie, du point de vue de l'aménagement urbain ou de la ville légale et majoritairement occupé par des habitats spontanés et précaires, un quartier à dominance "non loti". A travers le choix de ce site comme espace d'observation, nous cherchons à découvrir les réalités quotidiennes des femmes déplacées dans leur dynamique de socialisation et de pratiques sociales résilientes. Nous avons adopté une approche qualitative pour comprendre les représentations et les opinions des enquêtés de leur mode de vie imposé. Pour ce faire, nous nous sommes intéressés aux mécanismes de résilience développés, les activités économiques exercées et leur insertion sociale aux sein des communautés d'accueil. La population d'enquête est constituée des femmes, hommes déplacés et des chefs de ménage de la communauté d'accueil. Elle renferme également des personnes ressources à savoir le responsable (porte-parole) des PDI et des leaders religieux du quartier. Pour le choix de l'échantillon, nous avons procédé par la technique du choix raisonné. Ce choix se justifie dans la mesure où la définition initiale de l'univers à étudier est plus limitée et aussi du fait que les processus sociaux possèdent une logique et une cohérence (Olivier De Sardan, 2003).

Quant aux méthodes, outils et techniques de collecte des données, nous avons fait recours à la recherche documentaire, à l'entretien semi-directif basé sur l'usage du guide d'entretien et l'observation directe, à travers l'utilisation de la grille d'observation. Le recours à la revue documentaire « *obéit au principe selon lequel, les sciences sociales sont cumulatives et épistémologiquement indiscernables* » (Ouédraogo et al., 2020, p.335). La diversification des profils et la saturation de l'information en tant que critères d'évaluation méthodologique ont été le fil conducteur de la démarche d'entretien. Les acteurs rencontrés ont été interrogés sur des questions entre autres relatives aux stratégies de résilience des femmes, une approche comparative des activités économiques exercées (zone de départ et site d'accueil) ainsi que les opinions relatives à leur intégration sociale (nature des rapports sociaux entretenus avec les communautés d'accueil) sans oublier leur appréciation de l'assistance humanitaire qui leur est apportée. La posture théorique de la recherche est inspirée de la sociologie de l'action publique (Lascoume et Le Galès, 2018) qui montre la responsabilité partagée de l'ensemble des acteurs (population, groupes d'intérêt et pouvoirs publics) face aux impératifs de survie des PDI et de l'éradication des causes profondes de leur statut de déplacés. Pour ces auteurs en effet, « *le terme 'politique publique' est aujourd'hui délaissé au profit de la notion d' 'action publique' pour prendre en compte l'ensemble des interactions qui agissent à des niveaux multiples* » (Lascoume et Le Galès, 2018, p.8). Dans ce sens, ils perçoivent les politiques publiques comme « *une action collective qui participe à la création d'un ordre social et politique, à la direction de la société (...) et à la résolution des conflits* » (Lascoume et Le Galès, 2018, p.7). A la fin du travail de terrain, ce sont au total soixante-dix-sept (77) enquêtés qui ont été interviewés soit cinquante-neuf (59) femmes (PDI), huit (8) hommes (PDI, y compris le porte-parole), six (6) chefs de ménage de la communauté d'accueil, quatre (4) leaders religieux du quartier. La technique de traitement des données recueillies a été l'analyse de contenu, une technique qui « *offre la possibilité de traiter de manière méthodique des informations et des témoignages qui présentent un certain degré de profondeur et de complexité* » (Quivy et Van Campenhoudt, 1995, p.230), toute chose qui nous a permis de dégager un plan définitif d'analyse.

3. Résultats

Les résultats de la recherche sont structurés en trois parties. La première partie examine les mécanismes de résilience sociale et culturelle des femmes déplacées internes. La deuxième fait un tour d'horizon des principales activités socioéconomiques exercées ou la vitrine de la quotidienneté des femmes. La dernière partie évalue la problématique de l'intégration sociale des PDI au sein de la communauté hôte sous le prisme de la vitalité du capital symbolique en vigueur.

3.1-Mécanismes de résilience développés en contexte de migration forcée

Plusieurs constantes explicatives permettent d'apprécier les efforts de résilience consentis par les PDI de Pazani. Sont de celles-ci, la résilience culturelle à travers le maintien et l'expression de la religiosité (exercice du culte), la participation aux événements heureux et malheureux des proches dans le nouvel espace de vie, l'intérêt accordé à la vie du ménage notamment la scolarisation des enfants, sans oublier la lutte contre le désœuvrement par l'exercice d'une activité "économique" de subsistance. Comme le dit Ki-Zerbo (2012), la culture est un élément de vie et une source de puissance pour toute société. Les femmes déplacées semblent intérioriser cette tendance culturelle quand elles prétendent s'inscrire dans une dynamique d'importation de la quotidienneté de leur zone de provenance sur le site d'accueil. Sur la question de la pratique de leur religiosité, le leitmotiv des discours des enquêtées est que la prière est leur raison d'être après le désastre sécuritaire subi. Une des femmes déclare :

« Qu'avons-nous de plus important à faire aujourd'hui que de prier et de rendre grâce à Dieu de nous avoir laissé en vie ? En dépit des difficultés que nous rencontrons, nous louons Dieu du fait que nous nous sommes retrouvés ici. Notre (pré)occupation principale, c'est la prière. Nous accomplissons toutes et tous les cinq prières journalières². » (Femme, 63 ans, 6 enfants).

Aussi, des enfants d'âge scolaire sont sous la responsabilité des femmes (la plupart des époux s'étant orientés vers d'autres horizons de lutte pour leur subsistance). Dans ce contexte de crise, les femmes le plus souvent veuves ou séparées se voient contraintes de subvenir aux besoins de leurs familles. Un des soucis prégnants chez ces femmes est ainsi la problématique de la scolarisation des enfants. La situation géographique du quartier offre peu d'opportunités à ces dernières d'inscrire les enfants dans des établissements scolaires publics, d'ailleurs en nombre insuffisant. Des établissements privés de fortune sont la destination privilégiée des enfants. Là aussi, les parents, notamment les femmes éprouvent d'énormes difficultés pour assurer les frais de scolarités comme le révèle une enquêtée :

« L'année dernière, 74 de nos enfants ont été déscolarisés parce que nous n'arrivions pas à honorer les frais de scolarité très élevés au regard de notre situation. Une bonne volonté nous avait aidé à scolariser nombre de nos enfants, mais l'établissement qu'ils fréquentaient a été saccagé en cours d'année on ne sait pour quelle raison³ » (femme, 52 ans, 7 enfants).

Il importe de noter que les faits de déscolarisation ou d'expulsion des enfants non à jours de leurs frais de scolarité au primaire relèvent exclusivement des établissements privés. La législation Burkinabè⁴ consacre la gratuité de l'éducation et interdit toute expulsion d'enfants pour les mêmes causes comme le stipule la loi d'orientation de l'éducation :

« L'enseignement de base public est gratuit. (...) Aucun élève ne peut être inquiété, exclu temporairement ou définitivement ou faire l'objet de rétention de ses résultats scolaires au motifs de non versement d'une quelconque contribution » (Article 6 de la Loi d'orientation de l'éducation 2007).

Les enfants hors du circuit scolaire sont impliqués dans des activités de débrouillardise à savoir le soutien aux briquetiers dans la confection des briques (contre rémunération), le bouchage des "nids de poules" des voiries du quartier ou l'appui à leurs mamans dans l'exercice de leurs activités principales en l'occurrence le ramassage du sable et autres agrégats à des fins de commercialisation. On le voit, les femmes quoique conscientes du bienfondé de la scolarisation des enfants observent impuissantes (car elles ne disposent pas de ressources pour subvenir aux besoins de leurs enfants), le basculement ou le décrochage involontaire de ces derniers, compromettant leur chance de réussite sociale. Sigué *et al.* (2019) avaient déjà perçu la centralité du rôle de la femme dans l'éducation des enfants lorsqu'ils affirment que :

« La femme est au centre de tout et lorsqu'on améliore ses conditions de vie, cela renforce ses capacités de résilience face aux nombreuses sollicitations familiales auxquelles la famille est confrontées. Elle est la vitrine de la prise en charge sanitaire et de l'éducation des enfants » (p.360).

Tahon et Pesloüan (1997, p.552) partagent ce point de vue lorsqu'ils trouvent que « *le travail de la femme est un facteur important de restructuration du couple* ». D'autres pans justificatifs des mécanismes de résilience des femmes sont relatifs à leurs efforts d'évitement du désœuvrement par l'exercice d'activités "économiques" tous azimuts (nous y reviendrons au

² Cinq (5) prières journalières dans la mesure où selon les enquêtés, l'ensemble des personnes déplacées internes séjournant à Pazani proviennent de Silgaghi et pratiquent la religion musulmane. Silgadji est un village situé à Tongomayel dans la province du Soum, à 60 km de Djibo et à environ 95 km de Kaya. Les PDI de la poche de concentration de Pazani sont des déplacés ayant fui les violences meurtrières de ce village de Silgadji.

³ A la base du problème, deux hommes se disputent la paternité d'un terrain qui s'étend sur une superficie de plus de 8000 m² sur lequel était construite l'école privée en question. C'est sur décision judiciaire que la destruction des infrastructures sur le site s'est déroulée en septembre 2020 (<https://lefaso.net/spip.php?article99794>, consulté le 12/03/2021).

⁴ Loi n°013-2007/AN portant loi d'orientation de l'éducation du 30 juillet 2007.

point 2.2. ci-dessous) et à leur participation à la célébration d'événements heureux et/ou malheureux dans le nouvel espace de vie.

3.2- Des activités économiques de circonstance : un baromètre d'appréciation de la quotidienneté des femmes

Deux axes d'analyse permettent d'apprécier la place de l'exercice d'activités économiques par les femmes dans la quête de leur résilience en situation de déplacement forcé. Il s'agit du décryptage de la nature des activités économiques menées dans leur zone de départ d'une part, comparativement aux activités exercées à la destination d'autre part. Cette bipolarisation de la trajectoire professionnelle des femmes est révélatrice de l'essence du travail et donc de la conviction de Voltaire pour qui « *le travail éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin* ». Cette sagesse de l'auteur est partagée par les PDI en général et particulièrement les femmes qui sont prêtes à "tout faire" afin de s'affranchir de l'oisiveté reconnue comme mère de tous les vices.

3.2.1-Activités économiques de départ, une vocation native et/ou optionnelle

A la question de savoir s'ils exerçaient une activité économique dans leur zone de départ, la quasi-totalité des interviewés répondent par l'affirmative. Les principales activités exercées ont trait à l'agriculture, l'élevage, le petit commerce et les activités d'orpillage où les hommes sont particulièrement représentés. La justification donnée par les informateurs en comptabilisant l'agriculture et l'élevage au titre des activités économiques est donnée dans le discours ci-après :

« Chaque année c'est en cette période précise que je vends une partie de mes récoltes pour subvenir aux besoins éducationnels et sanitaires de ma famille. Je fais aussi de l'élevage qui me permet de supporter les autres besoins par la commercialisation en période des fêtes mais tout cela relève du passé » (Homme, 42 ans, 5 enfants).

Les produits de l'agriculture (niébé, sorgho, petit mil, sésame, etc.) et de l'élevage (ovins, bovins, caprins, etc.) sont de ce point de vue utilisés pour les besoins alimentaires de la famille. Ils sont également utilisés pour faire face aux autres besoins prioritaires et/ou ostentatoires à travers la participation financière aux événements heureux ou malheureux de proches de leurs familles respectives. Dans une telle perception sociale de l'exercice d'activités économiques, toutes les PDI de Pazani se disent raisonnablement exercer de telles activités comme moyens d'existence avant leur déplacement dans la mesure où elles étaient presque toutes agriculteurs et éleveurs de profession.

3.2.2-Activités économiques sur le site de refuge : un impératif de survie

L'exercice d'activités économiques sur le site de refuge des PDI est une nécessité vitale pour les déplacés. Il existe des rapprochements logiques entre l'espoir de satisfaction des besoins prioritaires exprimés par la population et l'exercice d'une activité génératrice de revenus. Comment subvenir aux besoins prioritaires face aux dommages causés par les déplacements forcés sur les plans matériel, moral et les traumatismes psychologiques subis ? Les domiciles, les terres cultivables, le bétail, tous les biens ont été abandonnés dans leur itinéraire de déplacement pour la sauvegarde de leur vie. Tout est ainsi à reprendre à zéro à destination et les déplacés ne s'y sont pas préparés d'où la manifestation inévitable des efforts de résilience économique, sociale et culturelle.

A la question de savoir comment elles arrivent à subvenir à leurs besoins économiques sur le site, la réponse apportée est la suivante :

« Nous n'avons aucune autre activité ici si ce n'est le ramassage du sable. Là aussi, le tas de sable que tu as pu rassembler peut faire un à deux mois sans acheteur, alors que c'est dans ce travail que nous arrivons à nous nourrir » (femme, 34 ans, 4 enfants).

L'activité principale de presque toutes les femmes rencontrées se rapporte ainsi au ramassage du sable, du gravillon et autres agrégats à des fins de commercialisation, bien qu'une telle activité soit génératrice d'une détérioration de la qualité des rapports sociaux entretenus par ces dernières vis-à-vis de la communauté hôte. Les discours des enquêtées font ressortir la prospection d'une alternative à l'entassement du sable et à sa commercialisation. Il s'agit de l'essor d'une autre activité en vogue chez les femmes, consistant à sillonner les domiciles dans les quartiers voisins à Pazani, à la recherche du linge sale à laver contre rémunération. Il en est de même de l'émergence d'une représentation contre-productive de la résilience, consistant à soutenir le déploiement des enfants en ville pour l'exercice de travaux de manœuvre (appui à la menuiserie, maçonnerie, briqueterie, etc.) toute chose qui constitue un stimulus à la déscolarisation des enfants. Tous ces faits et pratiques sont convoqués pour justifier les stratégies de résilience développées par les PDI, bien que ces stratégies charrient des conséquences pouvant entre autres porter atteinte à la construction de la personnalité ultérieure des enfants par le fait des décrochages scolaires.

3.3. Mobilisation des ressources symboliques, un substrat à l'insertion sociale des PDI

La vie et l'insertion sociale des PDI sur le site de Pazani sont favorisées par la prégnance de l'élan de solidarité de la communauté hôte, de "bonnes volontés" externes et des personnes déplacées elles-mêmes. Le capital symbolique marqué par l'expression de la solidarité, de la compassion et des actions caritatives à l'endroit des déplacées constitue le socle sur lequel repose l'espoir d'une résilience socioéconomique des femmes déplacées. Deux points essentiels sont abordés : l'appréciation de l'insertion des PDI au sein de la communauté hôte d'une part et les déterminants d'une assistance humanitaire entravée par "l'indocilité" des personnes déplacées internes de l'autre.

3.3.1- Une intégration sociale sous-tendue par la vitalité du capital symbolique

Dans cette partie de la recherche consacrée à l'insertion sociale des PDI au sein de la communauté hôte, trois principaux sujets sont abordés. Ces sujets sont une émanation des questions posées aux enquêtés et dont les principales sont formulées comme suit : quelle est la nature des rapports existant entre vous personnes déplacées ? quelle est la nature des rapports que vous entretenez avec la population hôte ? Comment appréciez-vous l'assistance humanitaire qui vous est apportée par les différents acteurs ? Pour ce qui concerne la première interrogation, il ressort l'existence de rapports empreints de cordialité entre personnes déplacées vivant à Pazani. Notre observation de terrain et les données empiriques récoltées permettent de justifier ce postulat. La mobilisation spontanée d'une centaine de femmes qui se sont passées le message pour être présentes à nos rendez-vous d'entretien confirme la cohésion sociale qui y prévaut. Sur le même sujet, une enquêtée affirme :

« Il existe une parfaite harmonie entre nous. Pourquoi la pluie vous bat et vous allez vous permettre de vous battre encore ? Ici, s'il te manque des condiments pour la sauce tu peux les demander à ta voisine pour te débrouiller avec. A notre arrivée à Ouagadougou, on a logé ensemble dans trois écoles et on y vivait ensemble durant des mois sans problème » (Femme, 43 ans, 5 enfants).

Ce discours met en lumière la nécessité de briser les différences et d'aller vers une synergie d'actions comme éléments catalyseurs de la résilience recherchée. L'acceptation de la différence s'impose dans la mesure où en rapport avec la vie dans leurs milieux de provenance, les PDI avaient des potentialités socio-économiques différentes. Cernea (1998) partage cette perception de la différenciation sociale voire cette stratification sociale lorsqu'il affirme que « *les populations déplacées ne forment pas un groupe socioéconomique monolithique : elles se différencient par leurs intérêts, leurs capacités et leurs caractéristiques (...)* » (Cernea, 1998,

p.21). De même, le discours évoque en filigrane, la cause commune fondatrice de la présence des femmes sur les lieux et de ce point de vue, la nécessité de créer le climat de coexistence pacifique s'impose.

3.3.2- Une assistance humanitaire entravée par "l'insoumission" des PDI

Une pluralité de stratégies de résistance aux difficiles conditions de vie sur le site de Pazani sont développées par les PDI. Ces stratégies tardent à être fécondes du fait de l'immensité des besoins prioritaires mais aussi de la spécificité de ces PDI. A la question de savoir la typologie des besoins auxquels ils sont confrontés, les besoins prioritaires exprimés par les déplacés se rapportent respectivement au logement, à l'alimentation, à la scolarisation des enfants et à l'exercice d'une activité de subsistance. On le voit, l'accès au logement est un prélude à la résilience socioéconomique. La spécificité des PDI de Pazani réside dans le fait que dans une approche comparative d'avec les autres PDI résidant sur les sites formels identifiés par le gouvernement hors de Ouagadougou, ils disent ne pas bénéficier d'un soutien du gouvernement si ce n'est des actions volontaristes de "bonnes volontés" comme l'exprime cette femme :

« Depuis qu'on est là, c'est une seule fois des agents de l'action sociale sont venus dès notre arrivée pour nous recenser et distribuer des cache-nez, depuis le 6 juillet 2019. Après cela, ce sont seulement des personnes de bonne volonté qui nous viennent souvent en aide » (femme, 46 ans, 7 enfants).

Telle est la réponse fournie par cette enquêtée à la question de savoir comment elle apprécie l'assistance humanitaire qui leur est apportée sur le site par le gouvernement et autres partenaires. Ces propos de l'enquêtée sont soutenus par Kindo (2019) pour qui « *les déplacés de Pazani (...) ont été secourus pendant seulement une semaine par les services de l'Action sociale avant d'être "laissés à leur sort", car leur venue est taxée d'irrégularité* ». Les PDI sont alors unanimes à fustiger la non-assistance apportée par les pouvoirs publics. Or, cela ne semble guère relever d'un devoir pour ces pouvoirs de les secourir du point de vue de Rodier (2007, p.44) pour qui : « *A la différence des réfugiés qui sont protégés par le droit international (convention de Genève de 1951), les déplacés (...) jouissent théoriquement des mêmes droits que les autres citoyens* ». En termes de statut, et étant juridiquement considérés comme « déplacés », et non réfugiés, les premiers ne bénéficient pas de la protection que leur confère le droit international. De surcroît, pour le cas présent, les raisons explicatives de cette "non-assistance" du pouvoir public aux PDI de Pazani sont diverses. Ces PDI sont en effet considérées comme des récalcitrants n'ayant pas voulu respecter le mot d'ordre du gouvernement à rejoindre les sites aménagés à leur intention. De ce point de vue, ils sont délaissés car considérés en mesure de prendre en charge leur existence à Ouagadougou comme le fustige le porte-parole des personnes déplacées de Pazani « *très récemment j'ai appris qu'il y a eu des tonnes de vivres arrivées à la mairie en notre nom, mais rien ne nous est parvenu. Il semble que tout est convoyé à Barsalogo et à Kelbo* » (Homme, porte-parole des PDI, 32 ans, 3 enfants). Au demeurant, en dépit de ces désaccords constatés entre pouvoirs publics et PDI de Pazani, il importe de noter que cela n'a pas entaché la coexistence pacifique entre personnes déplacées et communautés hôtes. La solidarité, les actions caritatives, l'expression de la compassion, bref, toutes les ressources symboliques sont toujours mobilisées de part et d'autre, et des obstacles majeurs à une bonne intégration sociale des déplacés internes ne ressortent pas des discours d'enquêtés. Au regard des inconforts de vie sur le site de Pazani, les personnes déplacées internes n'ont pas manqué de formuler des considérations à même de les sortir de cette situation, ou à tout le moins, relatives à l'amélioration de leurs conditions de vie.

« Nous on cultivait, on faisait l'élevage, on faisait notre petit commerce. On avait tout dans notre village. J'avais une charrette et un âne au village pour travailler, je vendais des condiments mais dans la "fuite" j'ai tout abandonné. Que Dieu apaise la situation

rapidement afin qu'on puisse repartir. C'est tout ce que nous souhaitons de meilleur » (femme, 35 ans, 4 enfants).

Et à une autre d'ajouter : « *Mon souhait le plus ardent c'est de repartir chez moi à Silgadji, mais tout dépend de mon époux. Ici, on ne cultive pas, on n'élève pas, tout s'achète, donc c'est très compliqué* » (femme, 51 ans, 7 enfants). On le voit, les femmes déplacées internes cultivent cette dissonance cognitive à travers des tergiversations entre "retour à la maison" ou recherche d'amélioration des conditions de vie à l'accueil. De part et d'autre, la responsabilité collective des pouvoirs publics et des communautés hôtes est engagée dans la perspective de la sociologie de l'action publique (Lascoume et Le Galès, 2018). Le retour suppose une sécurité, une quiétude retrouvée sur l'ensemble du territoire national et cela incombe en première instance aux pouvoirs publics. C'est d'ailleurs le combat de la Coalition citoyenne pour le sahel (2021, p.6) qui identifie quatre piliers fondateurs appelés "piliers citoyens" d'un retour apaisé des PDI : « *promouvoir une stratégie politique qui s'attaque aux causes profondes de la crise ; prioriser la protection des civils ; répondre à l'urgence humanitaire ; lutter contre l'impunité* ». Le respect du protocole sanitaire lié à la pandémie de COVID-19 par les PDI ne peut prospérer que dans une paix durable retrouvée, d'où l'urgence de résoudre la crise sécuritaire actuelle au Burkina Faso.

4. Discussion

Les résultats de la recherche montrent que les femmes déplacées internes parviennent à assurer leur résilience par l'exercice d'activités économiques de subsistance et par la mobilisation de ressources symboliques des pouvoirs publics, de la communauté hôte, de "bonnes volontés" et des personnes déplacées internes elles-mêmes. La question des migrations forcées de populations du fait des conflits et autres formes de violences meurtrières ainsi que les conséquences sociales qui en découlent, est une problématique soulevée par des auteurs dont nous apprécions ici les travaux et ce à la lumière de nos résultats. Un des résultats auxquels nous sommes parvenus est que les femmes ont intériorisé ce qu'il est convenu d'appeler une représentation contreproductive du soutien des enfants à leurs efforts de résilience économique. Les difficiles conditions de vie des femmes conjuguées à la cherté des frais de scolarité font que ces dernières sont "impuissamment" favorables aux décrochages scolaires au profit des petites activités rémunératrices saisonnières des enfants. Cette perspective est remise en question par des auteurs comme Petitat (1997, p.591) pour qui « *la famille, plus réduite et plus fragile, laisse souvent l'enfant dans un flottement désocialisé que ne compensent qu'imparfaitement les "groupes de pairs"* ». La déscolarisation des enfants rencontre l'assentiment des femmes eu égard aux revenus issus des petites activités économiques que ces derniers exercent et qui leur sont profitables. En sus, dans la même perspective d'analyse, nous évoquons le fait que la plupart des époux s'étant orientés vers d'autres horizons de lutte pour leur subsistance, les enfants d'âge scolaire sont sous la responsabilité des femmes. Cette dislocation familiale est perçue par Tahon et Pesloüan (1997, p.552) comme un effet stimulant de « *la montée de l'individualisme familial* », toute chose qui pourrait conduire à la fragmentation ou à l'instabilité familiale à laquelle est soumise la famille. L'expression de la religiosité est apparue comme l'un des principaux éléments indicatifs des mécanismes de résilience développés. Etant donné que ces déplacés internes sont emportés dans le mouvement du rouleau compresseur de la modernisation, ils ne peuvent se soustraire des exigences de la modernité. Or, dans son analyse des "formes nouvelles de la religiosité" ou l'évidence d'une perte de la religion dans le contexte de la modernité, Hervieu-Leger (2002, p.115) trouve que « *les sociétés modernes sont des sociétés que ne gouverne plus une loi religieuse quelconque. (...) L'histoire de la modernité peut s'écrire (...) comme l'histoire du reflux inéluctable de la présence de la religion dans la vie des sociétés qu'elle incarne* ». Aussi, une autre contradiction

de la résilience des femmes émane de la vitrine de leurs quotidiennetés sur le site d'accueil, en l'occurrence, l'activité de ramassage de sable, du gravillon et autres agrégats à des fins de commercialisation. La mise en œuvre pratique de l'activité de collecte des agrégats traduit l'incarnation de la répartition sexuelle des technologies utilisées. Des matériaux rudimentaires comme le balai, des récipients usagés, des morceaux dealebasse sont utilisés par ces femmes, là où des hommes utiliseraient des pelles, des brouettes, des râteaux, des pioches, etc. On le voit, comparées aux hommes, ces femmes sont astreintes à l'utilisation d'équipements rudimentaires voire archaïques dans leurs efforts de résilience par les agrégats, reflétant leur position de subordonnées au sein de la société et alors, ce que Bourdieu (1998, p.124) appelle « *la perpétuation des rapports sociaux de domination entre les sexes* ». Cette principale activité de résilience des femmes entache la qualité des rapports sociaux avec la communauté hôte dans la mesure où elle contribue à la détérioration de la topographie des terrains et des risques d'inondation qui s'en suivent.

Par ailleurs, dans la dynamique des stratégies de résilience recherchées, il importe de noter que les PDI sont conscientes de la nécessité de la préservation de certaines valeurs sociétales. C'est le cas de cet enquêté qui affirme :

« Tout ce que nos 5 doigts peuvent faire ici, nous le ferons pour survivre après ce que nous avons subi. Cependant, je ne permets pas que ma femme et mes enfants s'adonnent à la mendicité. Si des bonnes volontés viennent nous faire un don, on prend comme tous mes autres camarades, mais jamais la mendicité dans la rue » (homme, 52 ans, 6 enfants).

La lecture de ce verbatim montre que la préservation de la dignité constitue une valeur sociale chère pour cet enquêté. S'adonner à la mendicité à cause des conditions de vie difficiles, c'est accepter cette connotation dévalorisante du mendiant ou selon les termes de Ouédraogo *et al.* (2020, p.338) la perception de « *la figure misérabiliste du mendiant* ». Ce déplacé interne refuse ainsi d'être comptabilisé dans la caractérisation du mendiant selon laquelle « *la pauvreté et le dénuement (...) ou encore les situations d'infirmité sont quotidiennement évoquées pour rendre raison du nombre de plus en plus élevé de mendiants dans la cité* » (Ibid.). Toutefois, un risque de transgression des normes et valeurs sociales semble planer sur le site des déplacés face à l'énormité des besoins prioritaires qui contrastent d'avec l'état de dénuement et la précarité persistante desdits déplacés. Ce risque se rapporte au phénomène de la prostitution féminine comme échappatoire. OXFAM dans son rapport d'étude relative aux femmes dans la crise au Burkina Faso avait déjà attiré l'attention quand elle trouve que « *le déplacement forcé et le degré extrême de privation qui s'ensuit engendrent des stratégies d'adaptation négatives comme la prostitution* » (OXFAM, 2020, p.3). Au regard de la forte concentration féminine sur le site, le risque d'augmentation de la prostitution et de toutes formes de violences basées sur le genre est ainsi à prendre au sérieux.

En dépit des contradictions ou des répercussions négatives émanant des stratégies de résilience économique et culturelle, les femmes déplacées internes disent s'intégrer progressivement dans le milieu d'accueil. Toutefois, des questions restent posées à ce sujet. S'agit-il d'une intégration circonstancielle ou une intégration définitive, durable ? Les valeurs (traditionnelles) importées par les personnes déplacées ne seront-elles pas ébranlées par la modernisation de la société urbaine ? Ces interrogations appellent des réponses positives du point de vue de Etienne *et al.*, (2004, p.407) pour qui « *l'adhésion à des valeurs communes est l'élément essentiel de l'intégration de l'individu à la société, c'est le fondement de la 'solidarité sociale'* ». Les personnes déplacées ne peuvent vivre indéfiniment dans ces milieux en s'appuyant sur le socle de la solidarité et de l'assistance de l'autre et alors, en partageant des valeurs sociales différentes. Pour ce faire, et selon les termes de Cernea (1999), l'alternative qui s'inscrirait dans la durabilité serait un retour dans les zones de départ. Une telle perception de l'auteur se trouve être en contradiction d'avec la dissonance cognitive à laquelle les femmes sont confrontée quand elles sont dans une dynamique de louvoisement entre « retour à la maison » ou recherche

d'amélioration des conditions de vie à l'accueil. Du reste, le retour semble à son tour soumis à des conditionnalités préalables. L'une de ces conditionnalités et la principale, est le retour de la paix, la cessation des conflits et des violences meurtrières qui attisent des tensions communautaires. Or, les PDI sont sous le coup des séquelles des conflits vécus, habitées par l'anxiété, la peur, etc. Comme on l'a vu, ces conflits impactent particulièrement les femmes et les jeunes filles et imposent des réponses urgentes proportionnelles à la complexité du conflit en tant que « *manifestations d'antagonismes entre des individus et/ou des groupes pour la (...) modification des rapports de forces* » (Etienne et al., 2004, p.101). Il importe alors de s'attaquer aux causes structurelles des violences et conflits générateurs des migrations forcées des populations.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, on note que les femmes déplacées internes parviennent à assurer la résilience face à leur situation de victimisation en contexte de crise sécuritaire. Les mécanismes de résilience développés sont articulés sur trois principales dimensions d'ordre socioculturel, économique et symbolique. Sur le plan de la résilience socioculturelle, les personnes déplacées interne ont intériorisé et mettent en pratique, quoique difficilement, ce qu'il est convenu d'appeler une importation de la quotidienneté de leur zone de provenance sur le site d'accueil. Cette tendance se matérialise principalement par la pratique de la religiosité (exercice du culte), la recherche du raffermissement des liens sociaux à travers la participation aux événements heureux et malheureux des proches dans le nouvel espace de vie ainsi que la scolarisation des enfants. Aussi, le baromètre d'appréciation de la quotidienneté des femmes s'apprécie par l'exercice d'activités économiques de circonstance sur le site d'accueil. Les femmes rencontrées exercent comme activités principales, le ramassage du sable, du gravillon et autres agrégats à des fins de commercialisation. Toutefois, cette pratique est vectrice de détérioration de la qualité des rapports sociaux entretenus par ces dernières avec la communauté hôte. Et pis, il est apparu une perception contreproductive de la résilience économique du fait des décrochages scolaires "accrédités" par les femmes au profit du soutien de leurs activités économiques. En revanche, pour ce qui est de la dynamique sociale qui prévaut dans les zones de départ, il transparait des discours d'enquêtés, la perception des pratiques agricoles et pastorales ainsi que le petit commerce, comme des activités économiques, des activités traditionnelles à vocation native. Ces deux tendances, activités de départ et celles d'accueil maintenues par les femmes traduisent la bipolarisation de leur trajectoire professionnelle afin de se mettre en marge des risques de prostitution face aux priorités existentielles multiples, à l'oisiveté et à la mendicité. En dernier ressort, les PDI en général doivent leur existence et leur insertion au sein de la communauté hôte à la vitalité du capital symbolique en présence. La pérennité de ces ressources symboliques se trouve cependant menacés du fait de la spécificité voire du "caractère récalcitrant" des PDI de Pazani. Il s'impose alors l'urgence de prospecter l'alternative d'éradication des causes profondes de leur statut de personnes déplacées, ou pour parler comme Rodier (2007), de créer les conditions d'un retour et d'une intégration dans leurs milieux d'origine.

Références bibliographiques

BOURDIEU Pierre (1998), *La domination masculine*, Seuil, Paris, 192p.

CERNEA M. Michael (1998), *La sociologie des déplacements forcés : un modèle théorique*, pp. 11-28, www.horizon.documentation.ird.fr/exl-documentation.

CERNEA M. Michael (1999), « Déplacement forcé et réinstallation de populations : recherche, politiques d'intervention et planification », in *Economie et développement*, Paris, Editions Karthala, pp. 207-235.

CERNEA M. Michael (2003), « Pour une nouvelle économie de la réinstallation : critique sociologique du principe de compensation », *Revue internationale des sciences sociales* 2003/1 (n° 175), pp. 39-48. DOI 10.3917/riss.175.0039, <http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-sociales-2003-1-page-39.htm>.

Coalition citoyenne pour le sahel (2021), *Sahel : Ce qui doit changer. Pour une nouvelle approche centrée sur les besoins des populations*, Rapport d'avril 2021 de la coalition, <https://www.sahelpeoplescoalition.org/rapport-sahel-ce-qui-doit-changer>, 39p. consulté le 20/04/2021.

CONASUR (2020), « Burkina : A la date du 8 août 2020, plus d'un million de déplacés internes enregistrés », <https://www.burkina24.com/2020/08/19/burkina-a-la-date-du-8-aout-2020-plus-dun-million-de-deplaces-internes-enregistres/>, consulté le 13/01/2021.

CONASUR (2021), « Enregistrement des personnes déplacées internes du Burkina Faso », N°02/2021, Secrétariat permanent de la CONASUR Burkina Faso, février 2021.

ETIENNE Jean, BLOESS Françoise, NORECK Jean-Pierre, ROUX Jean-Pierre (2004), *Dictionnaire de sociologie*, Hatier, Paris, 448p.

HERVIEU-LEGER Danièle (2002), « Les formes nouvelles de la religiosité », in MICHAUD Yves (Dir.), *L'individu dans la société d'aujourd'hui*, Editions Odile Jacob, Paris, pp.115-126.

KINDO Noufou (2019) « Quartier Pazani de Ouaga : Les déplacés internes entre l'enclume et le marteau », article posté le 11 juillet 2019 sur l'informateur en ligne Burkina 24, <https://www.burkina24.com/2019/07/11/burkina-violences-deplacement-quartier-pazani-de-ouaga-les-deplaces-entre-lenclume-et-le-marteau/>, consulté le 17 01 2021.

KI-ZERBO Joseph (2012), *Réflexion sur le développement*, Ouagadougou, Fondation Joseph Ki-Zerbo pour l'histoire et développement Endogène en Afrique, 185p.

LASCOURMES Pierre et LE GALES Patrick (2018), *sociologie de l'action publique*, Armand Colin, Coll. 128, Paris, 128 p.

LLORED René (2018), *Sociologie. Théories et analyses*, Ellipses, 2^e édition, Paris, 714 p.

OLIVIER DE SARDAN Jean Pierre (2003), *L'enquête socio-anthropologique de terrain, Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques*, Etudes et travaux n° 13, LASDEL.

OUEDRAOGO Payaïssédé Salfô, POUSSOGHO Nowenkûum Désiré, NANA Brigitte, SAWADOGO Amidou (2020) « La construction de l'objet d'étude en sciences sociales par l'exemple : rupture, démarcation épistémologique comme point d'ancrage » in PALE Augustin, BASSOLE Alexis Clotaire Némoiby, SAWADOGO Abdoulaye (dir.), *L'épreuve du terrain. Expériences, postures et théories*, L'Harmattan, Burkina Faso, pp. 333-356.

OXFAM (2020), « survivantes et héroïnes. Les femmes dans la crise au Burkina Faso », 28 p. <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620988/bp-survivantes-heroinnes-femmes-crisis-burkina-faso-250520-fr.pdf>, consulté le 13/01/2021.

PETITAT André (1997), « Sociologie de l'éducation », in DURAND Jean-Pierre et WEIL Robert (dir.) (1997), *Sociologie contemporaine*, éditions Vigot, Paris, pp. 577-595.

QUIVY Raymond et VAN CAMPENHOUDT Luc (1995), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, Paris, 287 p.

RODIER Claire (2007), « les ‘déplacés internes’ en Serbie », *Revue GISTI* | « *Plein droit* », 2007/2 n° 73 | pp.43-46, ISSN 0987-3260, <https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2007-2-page-43.htm>.

SIGUE M., NEBIE G., BACYE Y. F. (2019), « Corps de femme, symbolisme et exercice de contre-pouvoirs légitimes au Burkina Faso », in *REVUE NZASSA*, N°2, pp. 355-364.

TAHON Marie Blanche et PESLOÛAN Geneviève (1997), « Sociologie de la famille », in DURAND Jean-Pierre et WEIL Robert (dir.) (1997), *Sociologie contemporaine*, éditions Vigot, Paris, pp. 540-557.

TENGUERI Yacouba (2019), *Genre, déplacement involontaire et sécurité alimentaire : Contribution des femmes à l'atteinte de la sécurité alimentaire dans les villages réinstallés par la SEMAFO dans la Région de la Boucle du Mouhoun (Burkina Faso)*, thèse de doctorat unique en sociologie, Université Joseph KI-Zerbo, 443 p.

UNHCR (2019), « *Profilage des Personnes Déplacées Internes, Région du Sahel, Province du Soum* ». Rapport du 20 Décembre 2018 au 14 Janvier 2019, 24p. <https://www.unhcr.org/fr/burkina-faso> .